

études
rurales

Études rurales

191 | 2013

Agricultures de firme

Un regard géopolitique sur l'agriculture de firme dans le monde arabe

A Geopolitical Perspective on Agribusiness in the Arab World

Pierre Blanc et Matthieu Brun



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9816>

DOI : 10.4000/etudesrurales.9816

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 16 juillet 2013

Pagination : 129-148

Référence électronique

Pierre Blanc et Matthieu Brun, « Un regard géopolitique sur l'agriculture de firme dans le monde arabe », *Études rurales* [En ligne], 191 | 2013, mis en ligne le 12 juillet 2015, consulté le 30 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9816> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.9816

UN REGARD GÉOPOLITIQUE SUR L'AGRICULTURE DE FIRME DANS LE MONDE ARABE

Pierre Blanc et Matthieu Brun

L'IMMOLATION DE MOHAMED BOUAZIZI le 17 décembre 2010 est considérée comme l'étincelle qui a mis le feu à l'ensemble de l'aire arabe. Depuis, les foyers demeurent plus ou moins brûlants. Tour à tour, des despotes sont tombés (Ben Ali, Moubarak, Kadhafi) tandis que Bachar el Assad semble voué à terminer – mais quand ? – sa domination sur la Syrie. Ailleurs, les révoltes sont plus contenues, des changements de gouvernement et/ou quelques réformes politiques ayant, pour l'heure, permis de prévenir une véritable révolution.

Ainsi, à l'examen de la cartographie arabe, et si l'on reprend les catégories d'analyse du sociologue allemand Max Weber, force est de constater que les régimes forts à légitimité charismatique fondée sur l'émergence d'un homme et d'un système (Tunisie, Égypte, Libye, Syrie, Yémen) sont bien parvenus à une fin de cycle ; *a contrario*, les régimes à légitimité symbolique adossée à un arrière-plan dynastique et religieux (Jordanie, Arabie saoudite, Qatar, Maroc) restent à l'écart du mouvement. Si ces catégories sont éclairantes, elles sont à prendre avec précaution¹. Il

n'empêche : en regardant les choses, certes grossièrement, il est loisible d'observer que les pouvoirs les plus menacés dans cette phase révolutionnaire sont bien les « républiques » arabes originellement charismatiques, dont le cycle historique a commencé dans les années 1950. À ce moment-là, la faim de terres dans les campagnes était un vecteur essentiel des changements, notamment en Irak, en Syrie et en Égypte [Blanc 2012], tandis qu'en Algérie la guerre d'indépendance était aussi une « guerre paysanne » [Wolf 1971].

Dans la séquence actuelle, la question de la terre est moins prégnante, à la différence de celle du « pain », qui a été posée, au moins en creux, par les mesures que les autorités ont prises à l'aube des soulèvements. En ce début de décennie 2010, après les premiers mouvements politiques dans l'aire arabe, les réponses sociales apportées par les pouvoirs publics habitués à des révoltes de type frumentaire comportaient en effet un important volet alimentaire. Ainsi que l'a écrit Rami Zurayk :

Les États arabes pensaient qu'ils pouvaient calmer les révoltes avec des tonnes de pain. Ils ne réalisaient pas que les populations étaient affamées de liberté, autrement dit quelque chose qui ne peut pas s'acheter. Ceci ne signifie pas que

1. Dans les années 1950, ce sont des monarchies qui ont été renversées (l'Égypte, en 1952 ; l'Irak, en 1958). Aujourd'hui, il semble que l'Arabie saoudite a beaucoup fait financièrement pour contenir la révolte : en 2011, 200 milliards de dollars ont été versés sous forme d'aides diverses à la population. De même, le Royaume de Bahreïn a connu des mouvements importants, notamment sur la place de la Perle, au point de provoquer l'intervention des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

ces réalités socioéconomiques n'ont pas joué de rôle. Les prix alimentaires ont été utilisés pour mobiliser les protestataires. Mais les gens ne se sont pas levés pour demander plus de pain. Les révoltes étaient dirigées contre le régime, contre ceux qui ont créé un système qui notamment les insécurise sur le plan alimentaire [2011 : 240].

Si les autorités n'ont donc pas su décrypter les raisons des mobilisations populaires, leur réponse montre combien elles avaient gardé présente à l'esprit la question de la forte dépendance alimentaire qui caractérise l'espace arabe.

À l'exception de quelques rares pays, cette dépendance n'a cessé d'augmenter du fait de l'accroissement des populations, qui plus est dans un contexte naturel fortement contraint. Finalement, la crise des matières premières alimentaires en 2008 a sonné l'alarme dans une région jusqu'alors habituée à s'approvisionner sur les marchés internationaux. Cette crise a poussé certains pays, en particulier les pays du Golfe, à annoncer le lancement de programmes d'acquisitions foncières que des firmes agricoles sont censées valoriser. Cette nouvelle façon d'assurer la sécurisation alimentaire de ces pays, riches en pétrole mais pauvres en eau et en terre, mérite une analyse plus précise. Ces processus ont pu être également observés en Libye et, plus récemment, en Algérie, pays, eux aussi, relativement riches en hydrocarbures.

Quant aux autres pays arabes, ils ne se sont pas engagés dans cette dynamique de projection foncière à l'international. En revanche, on assiste au développement, sur leur sol, d'agrimmes, notamment au Soudan et en Égypte, ne serait-ce que parce qu'ils accueillent les

investisseurs des pays du Golfe. Plus fondamentalement, on observe dans les pays arabes, hors les pays du Golfe, des mouvements de libéralisation sur le plan foncier destinés à faciliter l'émergence d'un secteur a priori plus productif, à savoir une agriculture d'investisseurs, qui n'est cependant pas forcément une agriculture de grandes firmes. Dans ce cas, les objectifs sont loin d'être exclusivement alimentaires. Comme nous allons le voir, ils sont plus largement économiques voire, parfois, territoriaux et géopolitiques.

Cet article traite de ces dynamiques nouvelles supposées renverser une fatalité naturelle plus ou moins lourde. Après avoir envisagé les principales contraintes propres à l'aire arabe et distingué des catégories d'États dans leurs rapports à l'agriculture, nous nous intéresserons aux stratégies de sécurisation alimentaire mises en œuvre par ces types d'États et évaluerons plus particulièrement, dans une perspective géopolitique, la dynamique de certaines firmes.

« États verts », « États jaunes »

Dans le monde arabe, le déterminisme géographique constitue un réel soubassement des politiques agricole et de sécurisation alimentaire.

Beaucoup d'images sont attachées au monde arabe, comme celle de territoires marqués du sceau de l'aridité. Image évidemment juste puisque la région est couverte de déserts : le Sahara, à l'ouest ; le Rub al Khali et le Nefud situés dans la péninsule arabique, à l'est ; le désert libyque, à cheval sur l'Égypte et la Libye. Certes, quelques-uns de ces déserts sont traversés par des fleuves et

des rivières qui permettent, sur leurs bordures, le déploiement d'une activité agricole (vallée du Nil, vallées du Tigre et de l'Euphrate).

Toutefois, sur un espace de quelque 10 millions de kilomètres carrés, les deux tiers sont totalement aréiques, ce qui réduit considérablement les surfaces propices aux greniers et aux jardins. L'agriculture est donc présente dans les quelques vallées fluviales qui parcourent les déserts ou dans des plaines littorales au climat méditerranéen. Elle est présente aussi dans les oasis naturelles ou artificiellement créées par l'irrigation à partir des eaux souterraines, comme en Arabie saoudite. L'activité agricole s'exerce également sur les terrasses ou dans les fonds de vallée des montagnes lorsque celles-ci se trouvent à proximité de la mer (Mont-Liban, montagne de l'Asir en Arabie saoudite, Djebel Ansariyé en Syrie, chaînes telliennes en Algérie, Rif marocain). Rappelons que 15 à 20 % de la région arabe se situent à plus de 1 000 mètres d'altitude [Carroué 1996 : 7] et qu'une partie de ces massifs est logée dans les espaces désertiques, « inutiles » sur le plan agricole mais utilisés parfois pour l'activité pastorale.

Qu'il s'agisse de plaines, de déserts ou de montagnes, c'est bel et bien l'eau qui détermine leur dévolution ou non à l'agriculture. La région arabe est connue pour manquer d'eau puisqu'elle concentre, à elle seule, la moitié des « pauvres en eau » de la planète². Autre fait révélateur : 80 % de la ressource superficielle sont stockés dans des barrages, contre 20 % en moyenne pour les autres régions.

Ce stockage massif a été déployé de façon inédite à partir des années 1950-1960, surtout

pour développer l'irrigation. L'eau d'irrigation, dite « eau bleue », provient également des nappes fossiles ou renouvelables. Cette pratique a profondément bouleversé une agriculture qui, avant l'essor des techniques hydrauliques et le recours conséquent aux énergies fossiles, était essentiellement pluviale (« eau verte »). En effet, mis à part les bordures immédiates des fleuves et des rivières ou des oasis, l'activité agricole, qui dépendait de précipitations très irrégulières, se faisait *grosso modo* sur les bandes littorales. Sans l'apport de « l'eau bleue », certains pays seraient dépourvus d'agriculture, les précipitations y étant bien trop faibles : n'ayant pas ou que très peu d'agriculture pluviale, les pays du Golfe, la Libye et l'Égypte n'ont pu développer leur agriculture qu'en recourant aux eaux de nappe, pour les deux premiers, et aux ressources du Nil, pour la troisième.

Non seulement le monde arabe doit faire face à une aridité plus ou moins forte selon les sous-régions et les pays, mais il doit également faire face à une explosion des populations qui accentue le problème alimentaire. Tous les pays de la région sont engagés sur la voie de la transition démographique, avec des degrés d'avancement très différents : si cette transition est pratiquement achevée dans les États où le développement éducatif a été le plus précoce, notamment chez les filles³,

2. Selon l'hydrologue Malin Falkenmark du Stockholm International Water Institute, le seuil de pauvreté hydrique se situe à 1 000 mètres cubes/an/habitant.

3. Comme l'ont montré Youssef Courbage et Emmanuel Todd, le seuil de 50 % d'alphabétisation chez les filles est fortement corrélé aux débuts de la baisse de la fécondité [2007].

comme au Liban et en Tunisie, elle est encore balbutiante dans les pays les plus pauvres : Mauritanie, Soudan et Yémen. Globalement, la population s'accroît, sans même parler de ladite transition alimentaire qui l'a fait passer d'une alimentation à base de céréales à une alimentation où les protéines animales prennent de plus en plus d'importance. Ce qui n'est pas sans conséquence : l'intégration des protéines animales dans les rations décuple le besoin de calories végétales (il faut 7 calories végétales pour produire 1 calorie animale).

À cela s'ajoute un tourisme très dynamique dans certains pays (Tunisie, Égypte, Maroc) et des migrants très présents dans d'autres, en particulier les pays du Golfe dont les richesses du sous-sol attirent une main-d'œuvre en quête de travail en provenance des autres pays arabes et, depuis quelque temps surtout, en provenance de l'Asie du Sud [Lavergne 2003]. Tout cela accroît les besoins alimentaires et pèse sur les ressources en eau, déjà limitées.

Manque de terres, manque d'eau, population en croissance : tel est donc le tableau général du monde arabe, où certaines typologies ont pu être proposées. Il en est ainsi de la dichotomie vert-jaune, qui recoupe pratiquement la distinction entre les républiques et les monarchies ou encore la distinction entre la *thawra* (révolution) – pays dont le régime est de type socialiste et/ou nationaliste – et la *tharwa* (richesse) – pays du Golfe, notamment [Camau 2006].

Ces catégories sont contestables ; leur superposition, plus encore⁴. Il ne nous revient pas d'en débattre ici. Cependant, eu égard à notre objet, il nous faut sans doute considérer les catégories « vert » et « jaune ». Selon cette

dichotomie, les pays peuplés, agricoles et pauvres contrasteraient avec les pays désertiques, peu peuplés et riches en pétrole et/ou en gaz. Rappelons que le nationalisme arabe de Nasser avait pour dessein d'associer la main-d'œuvre et les produits de certains pays aux ressources du sous-sol d'autres pays.

L'Égypte, la Syrie, le Maroc et le Soudan seraient des exemples frappants de « pays verts » quand les pays du Golfe et la Libye seraient à ranger dans la catégorie des « pays jaunes ».

Traversée par le Nil, l'Égypte totalise quelque 3,5 millions d'hectares irrigués, sachant que l'irrigation permet la double voire la triple culture, ce qui décuple les surfaces arables. La Syrie, où coulent l'Euphrate et l'Oronte, représentait 1,3 million d'hectares irrigués à la veille de la révolution, dus essentiellement au pompage dans les nappes. Le Maroc, où l'objectif d'Hassan II du million d'hectares irrigués a été atteint dès 1980, en compte aujourd'hui 1,6 million. Quant au Soudan, dont le potentiel agricole paraît énorme, notamment en raison de la grande réserve foncière de la Djéziré, il abrite 1,8 million d'hectares irrigués. Évidemment, il ne s'agit ici que d'agriculture irriguée mais les pays cités, à l'exception de l'Égypte, disposent aussi d'une agriculture pluviale significative.

À l'opposé se trouvent les pays du Golfe, avantagés par la tectonique. Ces territoires quasi désertiques se trouvent sur une zone de

4. La Jordanie et le Maroc ne sont pas riches. La Libye et l'Irak ont, eux, longtemps été des pays « révolutionnaires » riches.

subduction qui voit la péninsule arabique s'enfoncer vers la plaque iranienne tandis que d'épaisses couches d'organismes vivants sont venues se loger dans la gouttière qui s'est ainsi formée. Recouvertes d'alluvions charriées par les fleuves, ces formations biologiques ont sédimenté à faible profondeur et à bonne température. Ainsi, outre leur abondance, les ressources pétrolières présentes dans le sous-sol sont les plus accessibles au monde et offrent à leurs propriétaires une formidable rente de situation depuis qu'elles ont été découvertes. Aujourd'hui, les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) contrôlent 42 % des réserves connues de pétrole et 23 % des réserves de gaz. Le pétrole représente 60 % des exportations de Bahreïn, 95 % du Koweït, 90 % de l'Arabie saoudite, 50 % du Qatar, 77 % d'Oman et « seulement » 25 % (en associant le gaz) des Émirats arabes unis, même si, dans ce pays, le pétrole représente plus de 35 % du PIB.

Les autres eldorados énergétiques du monde arabe sont nettement moins pourvus, notamment la Libye et l'Algérie, qui abritent respectivement 3 et 1 % des réserves mondiales de pétrole et 1 et 2,5 % des réserves de gaz naturel. Il est à noter que certains pays verts comptent aussi quelques richesses dans leur sous-sol, mais la part que constituent ces richesses demeure assez marginale dans l'économie : c'est le cas de l'Égypte et de la Syrie avec le pétrole, et le cas du Maroc avec les phosphates.

Il ne faut pas exagérer le clivage entre les deux types d'États, certains pays, au sous-sol riche, n'ayant pas déserté pour autant l'agriculture : que l'on songe à l'Arabie saoudite ou

encore à la Libye. L'une et l'autre ont cherché à assurer leur sécurité alimentaire en recourant à une « agriculture minière » basée sur des prélèvements d'eau fossile, mais ce secteur reste secondaire. L'Algérie, quant à elle, serait à mi-chemin entre les États verts et les États jaunes : son agriculture a souffert de plusieurs maux – dépaysonisation [Bourdieu et Sayad 1964], échec des réformes [Bessaoud 2002] –, qui ont renforcé sa dimension d'économie de rente.

Malgré toutes les nuances qu'il faut apporter à cette dichotomie vert-jaune, nous la considérons comme une grille d'analyse utile à la compréhension des dynamiques de firmes. Précisons que certains pays arabes ne seront pas évoqués ici : l'Irak, qui se reconstruit et dont il est difficile d'appréhender la politique agricole ; la Mauritanie et le Yémen, aux deux extrémités de l'espace arabe, parce qu'ils semblent exclus de ces dynamiques de firme.

De l'autosuffisance impossible à l'extraversion assumée

L'auto-provisionnement alimentaire comme garantie de la sécurité alimentaire a été le lot d'un certain nombre de pays agricoles du monde arabe après leur indépendance. Cette autonomie alimentaire était perçue comme le vecteur de la stabilité intérieure et comme la condition d'une certaine souveraineté, d'autant plus recherchée dans la région que les contextes géopolitiques demeuraient mouvants.

Aussi, pour les « États verts », les années 1960 et 1970 ont-elles marqué une phase importante dans leur équipement hydraulique.

Dans une région réputée pour détenir un très ancien savoir en matière d'utilisation de l'eau, cet effort a été sans précédent, tant du point de vue de la taille des ouvrages que du point de vue de l'ampleur des surfaces concernées. À cet égard, l'activisme hydraulique de l'Égypte, de l'Irak, de la Syrie, du Maroc et de la Tunisie mérite d'être souligné. Même un pays comme la Jordanie, où l'eau est très rare, a développé une hydraulique audacieuse dans la vallée du Jourdain.

Parallèlement à ces politiques hydrauliques, certains pays (Irak, Égypte, Syrie) ont mené des réformes agraires « pour donner la terre à ceux qui la cultiv[ai]ent » [Mendras 1995 : 199]. Au Maghreb, ce sont moins ces réformes qui étaient prioritaires que la réappropriation du capital foncier détenu par les anciens colons. Quant aux paysans, ils étaient souvent intégrés à des coopératives plus ou moins étatiques, voire à des fermes d'État, comme en Syrie ou en Algérie. Cette emprise de l'État portait également sur les marchés, dont la plupart des prix étaient contrôlés.

Dans les années 1980, avec l'accroissement de la population et des besoins alimentaires, d'une part, et les difficultés financières des États arabes, d'autre part, qui ont conduit à des plans d'ajustement structurel et à des programmes de libéralisation, le paradigme de la sécurité alimentaire a changé. En vertu de la promotion des avantages comparatifs, les pays qui avaient misé sur l'autosuffisance se sont tournés vers l'exportation et ont signé des accords de libre-échange (GAFTA, accords avec les États-Unis et l'Union européenne).

Dès lors, la sécurité alimentaire ne passait donc plus par l'autosuffisance mais par l'achat de matières premières agricoles moins coûteuses sur les marchés internationaux, les filières d'excellence étant source de devises.

Afin de renforcer la compétitivité des filières, une agriculture d'investisseurs a été promue en Égypte, au Maroc, en Jordanie et en Tunisie à partir des années 1990, puis en Syrie à partir des années 2000.

Sur le plan hydraulique, les pays qui avaient établi des périmètres publics ont abandonné cette approche et promu l'irrigation privée, notamment à partir des nappes souterraines⁵. Sur le plan foncier, l'Égypte et la Syrie, qui avaient mis en œuvre des réformes agraires, ont procédé à des contre-réformes dont l'objectif ou, du moins, les effets ont été une certaine re-concentration foncière [Ayebe 2008]. L'Égypte, d'abord, a promulgué en 1996, au prix d'émeutes paysannes, une loi déplaçant les loyers de la terre. Puis la Syrie de Bachar el Assad a remis en question, à partir des années 2000, les plafonds fonciers. Même la Jordanie a privatisé le foncier dans la région stratégique du Jourdain en 2001.

Après la période de l'encadrement par l'État, la promotion de l'investissement en agriculture adossé au marché appelait *de facto* à dépasser la stricte agriculture familiale, et, plus encore, l'agriculture de subsistance.

5. Anne-Marie Jouve évoque ainsi très bien le passage de l'eau de Dieu (agriculture pluviale) à l'eau privée (après l'eau de l'État) [2006].

Ainsi au Maroc⁶, en Tunisie, en Syrie et en Égypte, des investisseurs se sont progressivement implantés, relevant d'une agriculture familiale de type sociétaire ou d'une agriculture de firme [Hervieu et Purseigle 2011]. Dans ce dernier cas, il peut s'agir de commerçants, d'industriels ou autres qui, hors tout modèle familial, investissent une partie de leur patrimoine dans l'activité agricole ; il peut s'agir aussi, quoique moins fréquemment, de grandes firmes, souvent d'origine étrangère. L'Égypte, en particulier, a accueilli ce type d'exploitation sur les nouvelles terres bonifiées du delta, sur celles se trouvant au nord du Sinaï, irriguées à partir du canal al Salam, et sur les terres de la région de Toshka, abondées par les eaux du barrage d'Assouan. Chaque fois, l'objectif était de désengorger la vallée du Nil, l'une des plus denses au monde. Cet objectif est toujours d'actualité. Certaines des sociétés agricoles sont cotées à la bourse du Caire mais leur fortune est variable. Ainsi de la société Kadco, fondée par le prince libano-saoudien Al-Walid ben Al Talal, qui accumule les difficultés depuis deux ans.

Même dans les Territoires palestiniens, en Cisjordanie plus précisément, on assiste à l'émergence d'une agriculture de firme⁷. Des sociétés comme Padico (production de dattes) et Sinokrot⁸ (maraîchage et herbes médicinales) s'installent dans la vallée du Jourdain, sur les terres qui ne sont pas sous l'emprise des colonies israéliennes. Dans ce contexte d'occupation, les difficultés des petits paysans de la vallée du Jourdain en termes de vente sur les marchés locaux engorgés de produits israéliens ont poussé certains à se défaire de

leurs terres, soit en abandonnant leurs locations soit en les vendant lorsqu'ils étaient propriétaires. Des sociétés agricoles prennent alors le relais. Riche de leur capital, elles développent des unités de conditionnement et sont ainsi en capacité d'exporter. Évidemment, il s'agit là d'une situation très singulière eu égard à la situation géopolitique qui prévaut dans les Territoires palestiniens.

Ce type d'agriculture d'investisseurs se développe aussi au Liban, au nord de la Bekaa, précisément dans la zone de Qaa, qui jouxte la Syrie. Dans une région où l'État est très peu présent, des investisseurs, surtout commerçants, opèrent une mainmise sur le foncier, et les terres sont bonifiées grâce à une irrigation à partir de gros forages qui nécessitent des apports relativement importants de capitaux.

La réalité dans les autres pays dits « jaunes » semble a priori tout autre, la faible surface arable interdisant toute agriculture. Certains pays comme les Émirats arabes unis, le Qatar et le Koweït privilégient l'approvisionnement sur les marchés extérieurs, l'agriculture locale étant essentiellement vouée à la

6. Au Maroc, le « plan vert » mis en place à partir de 2008 prévoit un premier volet – le plus important en termes financiers – qui valorise la notion d'agrégateurs : il s'agit de structures modernes à grande capacité managériale qui agrègent autour d'elles des dizaines de petits exploitants [Akesbi 2012].

7. Observations, mars 2013.

8. Longtemps impliquée, surtout en Jordanie, cette holding est aujourd'hui présidée par Mazen Sinokrot, ministre de l'économie de l'Autorité palestinienne dans les années 2000.

production de dattes, très économe en eau. En revanche, l'Arabie saoudite, dont la superficie est sans commune mesure avec celle de ses petits voisins, a longtemps tendu vers l'autoapprovisionnement. Dans ce pays, très pauvre en eau de surface mais riche en eaux souterraines et en énergies, une agriculture tournée vers la production d'aliments de base a été mise en place au cours des années 1980. On peut parler d'une agriculture minière rendue possible par le pompage dans les eaux de nappes fossiles et profonds du grès nubien. Les vues aériennes de ces grands périmètres irrigués sont impressionnantes, les pivots d'irrigation traçant de grands cercles dans le désert d'Arabie⁹. La garantie de prix élevés et l'usage d'une énergie bon marché ont fait de l'Arabie saoudite une puissance agricole régionale au point qu'elle a même exporté des céréales, notamment dans la Jordanie voisine. Avec 1,8 million d'hectares irrigués et moins de 30 millions d'habitants, cela n'est guère surprenant. Évidemment, étant donné l'éloignement des lieux de vie et l'importance des capitaux nécessaires, ce modèle d'agriculture éloigné de la traditionnelle agriculture familiale bascule vers l'agriculture de firme employant une main-d'œuvre conséquente.

S'il a prévalu un certain temps, le modèle de l'agriculture « autochtone » n'est plus vraiment d'actualité. Tout comme dans les « pays verts », l'approche a changé, mais pour des raisons différentes. Le risque d'épuisement de la ressource en eau et la crise alimentaire de 2008 ont poussé l'Arabie saoudite, le plus grand pays du Golfe, à remettre radicalement en cause les moyens de sa sécurité alimentaire. Les autres pays du Golfe se sont également projetés sur des terres étrangères. Cette

nouvelle stratégie a stimulé le développement de la firme agricole et l'a rendue plus visible. Ailleurs dans le monde arabe, cette stratégie est plus en retrait, à l'exception toutefois de la Libye, au moins jusqu'aux événements révolutionnaires. La différence de capacités financières entre « États verts » et « États jaunes » explique cet état de fait.

Choc de 2008 et changement de paradigme dans les « pays jaunes »

Dès le début de l'année 2006, des tensions sont apparues sur les marchés agricoles internationaux. Aux inquiétudes a succédé un mouvement de panique en 2007-2008 lorsque les grands pays producteurs de céréales ont annoncé des récoltes en baisse pour cause de sécheresses, d'inondations et de prolifération d'insectes. À ce tableau déjà préoccupant s'ajoutaient des stocks céréaliers à leur niveau le plus bas depuis plus de deux décennies. Face au risque de pénurie et d'inflation, plusieurs pays d'Asie et d'Afrique¹⁰ ont alors entrepris de protéger leur marché domestique. Ce qui a été le cas du Vietnam, deuxième exportateur mondial de riz, qui a interdit l'exportation de cette céréale au printemps 2008. Dans le même temps, d'autres pays producteurs de céréales,

9. Ce sont les régions du Jawf, du Hail, du Qassim et de Ryadh qui concentrent les plus grands périmètres irrigués du Royaume. En 2008, 82 % des céréales y étaient produites. Voir Ministère de l'économie et du plan, « The Ninth Development Plan, 2010-2014 », pp. 545-560.

10. Par exemple le Burkina Faso, le Niger, le Mali, ou encore le Nigeria.

comme la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan, restreignaient leurs exportations.

Ces mesures d'urgence prises par les grandes puissances agricoles d'Asie et d'Europe ont menacé la disponibilité des importations. Les pays du Golfe ont ainsi réalisé que leur dépendance aux marchés internationaux, qui n'allait cesser de croître, présentait des risques trop élevés. En même temps que les prix augmentaient et que le dollar chutait, la facture des importations agricoles et alimentaires du Golfe s'alourdissait dangereusement, passant de 6 à 20 milliards d'euros entre 2003 et 2008 pour probablement atteindre 22 milliards d'ici à 2020¹¹. Ces denrées venant de l'extérieur apportaient avec elles une inflation que les richesses dégagées par l'exploitation du sous-sol parviendraient difficilement à contenir sur la durée. À terme, tout comme les autres États arabes de la région, les pays du Golfe vont être confrontés à une croissance significative de leur population : celle-ci devrait augmenter de plus de 60 % d'ici à 2050 pour les États de la péninsule (hors Yémen).

S'il y a bien eu, après 2008, une crise de confiance envers les exportateurs de denrées alimentaires, une crise plus profonde a poussé les pays du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite, à abandonner l'objectif de l'autosuffisance alimentaire. C'est la crise de l'eau, laquelle eau faisait l'objet d'une exploitation à outrance pour la production de blé, d'orge et de viande. La combinaison de la rente pétrolière et des nappes fossiles pouvait effectivement faire fleurir le désert jusqu'à ce que l'un ou l'autre viennent à manquer [Elhadj 2005]. Finalement, l'imminence de la pénurie

d'eau¹², les dommages causés aux nappes fossiles et le gouffre financier que représentait ce modèle de production ont conduit le royaume saoudien à planifier, dès 2008, l'arrêt total de sa production locale de blé d'ici 2016.

Profondément marqués par la déficience des marchés internationaux et incapables de produire des quantités suffisantes de nourriture pour une population dont les besoins vont croissant, les pays du Golfe ont donc entrepris de sécuriser leur approvisionnement par des investissements agricoles à l'étranger. L'idée était de parvenir à une autosuffisance délocalisée en acquérant des terres et des fermes dans des pays mieux dotés en terres et en eau, et ce grâce à la rente pétrolière et/ou gazière.

Ainsi du royaume d'Arabie saoudite, qui avait très vivement encouragé, voire contraint les firmes autrefois productrices de céréales sur le sol saoudien à se projeter à l'international¹³. Cette volonté s'était exprimée dans « l'initiative du roi Abdallah pour les investissements agricoles saoudiens à l'étranger ». En apposant son nom à un tel projet,

11. Economist Intelligence Unit, « The GCC in 2020. Resources for the Future », *The Economist*, 2010, pp. 16-22.

12. Voir Ministère de l'économie et du plan, « The Ninth Development Plan, 2010-2014 », pp. 545-560.

13. En janvier 2008, le Royaume a décidé de réduire sa production de blé de 12,5 % par an. Rappelons en outre que les volumes de production avaient sensiblement diminué depuis le milieu des années 1990 : de 4,5 millions de tonnes en 1993 on était passé à 2,3 millions de tonnes en 2008, ce qui était synonyme de pertes pour les entreprises qui avaient investi des sommes considérables dans la production de blé et autres céréales.

Abdallah ben Abdelaziz al-Saoud affirmait avec force la priorité que représentaient ces investissements dans l'agenda politique, économique et social du pays. Le soutien gouvernemental aux entrepreneurs nationaux n'était donc pas que rhétorique puisqu'il passait à la fois par des mesures facilitant l'installation des firmes saoudiennes à l'étranger et aussi par un soutien financier direct. Un fonds de près de 700 millions d'euros fut ainsi constitué pour l'attribution de crédits aux agrifirmes et pour l'investissement logistique et infrastructurel.

Le premier mouvement saoudien sur le continent africain a été réalisé par la société Hadco (Hail Agricultural Development Company), qui, après avoir interrompu sa production locale de blé, a contracté un bail lui permettant de cultiver plusieurs milliers d'hectares de terres au Soudan¹⁴. De l'initiative du roi est également né Jannat, un consortium d'agrifirmes auparavant spécialisées dans la production nationale de céréales. Outre le groupe Al Rajhi, ce consortium rassemblait trois autres firmes saoudiennes : Tadco (Tabuk Agricultural Development Company), Almarai et Al-Jouf. Ce consortium avait investi en Égypte, au Soudan et en Éthiopie et prévoyait dès 2009 d'étendre son périmètre à l'Europe et de pousser jusqu'en Asie, aux Philippines et en Indonésie.

De son côté, la Fédération des Émirats arabes unis, un des plus importants producteurs et exportateurs de pétrole, a aussi initié un mouvement de délocalisation de l'agriculture en soutenant ces dynamiques par un dialogue diplomatique avec de grands États agricoles d'Asie et d'Afrique. La recherche de terres pour cultiver des céréales, des fruits et

du fourrage à l'étranger passait alors par des fonds d'investissement publics ou des firmes privées. Telle la firme Al Dahra, basée à Abu Dhabi, qui, pour protéger l'Émirat de l'inflation alimentaire croissante, s'était, dès 2007, projetée à l'étranger. Dans un premier temps, des contrats de location de terres passés avec l'Égypte, le Pakistan, l'Espagne et les États-Unis ont permis à l'Émirat de produire du fourrage à hauteur de 50 % de ses besoins. Puis le groupe a pris pied dans la filière oléicole au Maroc de plus en plus ouverte aux capitaux étrangers, ou encore en Namibie, exportant ou réexportant une partie de sa production vers ses voisins du Golfe ainsi que vers des marchés émergents comme la Chine. Il faut dire que la stratégie d'Al Dahra est particulièrement efficace. Cette société contrôle entièrement la chaîne d'approvisionnement et n'emploie guère plus de 800 personnes à travers le monde, recourant à des technologies qui nécessitent peu de main-d'œuvre. Parallèlement, Al Dahra s'est lancée en 2007 dans la culture du riz au Pakistan pour la consommation émiratie et pour l'exportation. La firme a ainsi établi des procédures précises pour la transformation du riz, de la plantation jusqu'au conditionnement.

On sait que grâce à ses richesses pétrolières et gazières le Qatar a pu investir dans de multiples secteurs à travers le monde

14. En février 2009, cette société exploitait plus de 9 000 hectares et projetait d'étendre cette superficie à plus de 40 000 hectares, sans que le terme soit précisé. Voir Gilles Paris, « L'Arabie saoudite vise une autosuffisance alimentaire délocalisée », *Le Monde*, 18 avril 2009.

(médias, immobilier, luxe, industrie automobile, sport). Pour autant, le secteur agricole n'a pas été oublié par l'Émirat tant il est perçu comme stratégique sur le plan national et international. À l'instar de ses voisins de la Péninsule, son territoire – les terres arables ne représentent qu'1 % de la superficie totale – et ses ressources en eau ne lui permettent pas de nourrir une population de 1,6 million de personnes (dont à peine 20 % de nationaux).

Conscient des risques que pouvait représenter la volatilité des prix sur les marchés internationaux, le Qatar a adopté dès 2008 une stratégie à deux niveaux portant sur des investissements agricoles à l'étranger et sur des investissements nationaux dans la recherche pour atteindre une certaine autosuffisance alimentaire. Dans le sillage des pays voisins, le fond souverain de l'Émirat, Qatar Investment Authority (QIA), a créé sa propre firme, Hassad Food, qui, avec un capital de plus de 800 millions d'euros, a loué ou acheté plusieurs milliers d'hectares de terres à travers le monde : au Soudan, en Turquie, en Ukraine et jusqu'au Brésil et en Australie. Hassad Food, qui sert les intérêts de l'Émirat et dispose à ce titre d'un important soutien du fond souverain qatari, s'appuie à l'étranger sur des agrifirmes déjà existantes. En septembre 2009, son président, Nasser Mohamed Al-Hajri, déclarait que la compagnie avait entamé des négociations afin d'obtenir des parts dans une dizaine d'entreprises sud-américaines. À la manière de la firme Al Dahra des Émirats arabes unis, le Qatar, et sa firme Hassad Food, prévoyait de contrôler graduellement toute la chaîne de ses approvisionnements en portant son attention d'abord

sur les produits stratégiques que sont le blé, le riz et le soja, puis sur les fruits et les légumes avant de se concentrer plus spécifiquement sur la transformation et le conditionnement des produits.

Cette stratégie de l'Émirat reposant sur des opérations d'investissements productifs à l'étranger se double d'un volet national. Le Programme national de sécurité alimentaire (QNFSP), annoncé en 2008 par le cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, visait à assurer également une certaine production nationale par la maîtrise des ressources en eau et par des investissements massifs dans le domaine de l'énergie solaire et des technologies agromomiques. Après tout, ce pays compte 70 000 hectares de terres arables dont seulement 20 % sont réellement exploités. La mise en culture de ces terres demeure difficile du fait de l'aridité. Mais la culture hydroponique est mise en avant en vue d'accroître la production au point que le Qatar prévoit de couvrir, à l'horizon 2023, 70 % de ses besoins grâce au territoire national.

Ces stratégies alimentaires de plus en plus fondées sur la projection internationale ne sont pas l'exclusivité des pays du Golfe. D'autres États arabes, certes riches en revenus de rente, recourent à des stratégies assez similaires. C'est le cas de la Libye, qui a mené à bien des projets d'irrigation pharaoniques au mépris des conséquences environnementales et géostratégiques. Après avoir épuisé toutes ses ressources en eau douce et surexploité ses aquifères côtiers, la Jamahiriya s'est lancée, dès les années 1980, dans l'exploitation de ses ressources fossiles de la partie méridionale de son territoire. Du fait de sa situation géopolitique très particulière qui lui a valu d'être

soumise à un embargo jusqu'en 2003, elle a souhaité améliorer son indépendance alimentaire en développant une agriculture dans le désert. Cependant, après avoir essuyé un échec technique, Tripoli a décidé d'amener l'eau au nord, en particulier dans les régions de Syrte et de Benghazi ainsi que dans la région de Jeffara où se trouvaient les anciennes exploitations coloniales. Le Nahr el-Aazim (« grand fleuve artificiel »), canal enterré reliant la nappe de Nubie (située à l'est) à la côte cyrénaique, a été inauguré par le colonel Kadhafi en 1991. La Libye a ainsi construit un pipeline de 1 900 kilomètres de long récupérant l'eau douce des aquifères du sud-est. Plus récemment, en 1996, une seconde canalisation est venue relier à Tripoli la nappe de Fezzan (sise à l'ouest). À terme, quelque 250 000 hectares devaient être irrigués dans les régions de Benghazi, Syrte et Jeffara, mais les périmètres irrigués étaient loin d'être tous opérationnels au moment de la crise alimentaire de 2008. Et puis ces projets n'étaient évidemment pas sans conséquences environnementales puisqu'on pompait dans des nappes fossiles dont la durée de vie était estimée à un demi-siècle, voire un siècle. Qui plus est, les aquifères de la zone étant internationaux, ces projets comportaient une forte dimension géopolitique¹⁵.

La nécessité de sécuriser ses approvisionnements alimentaires a ainsi conduit la Libye, dont les investissements en Afrique sont déjà conséquents, à mobiliser des capitaux en direction du secteur agricole des pays d'Afrique noire riches en terres et en eau. C'est là l'objet d'un accord conclu en 2008 entre la République du Mali et la Grande

Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste. Le Mali a concédé un bail de 100 000 hectares à la société libyenne Malibya, filiale du LAP (Libya African Investment Portfolio), pour produire des tomates et cultiver du riz hybride. Le contrat précise :

[Le Mali s'engage à] offrir la terre libre de toute entrave judiciaire [...] ainsi que l'octroi définitif du terrain pour une durée de cinquante ans renouvelable [...] Aucune limite d'utilisation de l'eau n'est stipulée¹⁶.

Si, à l'origine, le projet était supposé assurer l'autosuffisance du Mali et de la Libye, rien n'était stipulé quant au partage de la production [Brondeau 2010].

Signé sous l'impulsion de Kadhafi, ce contrat a été bloqué avec la chute du raïs en octobre 2011, et des paysans maliens ont entamé une procédure judiciaire pour récupérer des terres leur appartenant. Cette action en justice intervient alors que le Mali, confronté à une rébellion et à une instabilité politique intenses, intéresse de moins en moins les investisseurs. Malgré tout, cette projection de la Libye à l'étranger semble se poursuivre puisque, lors de sa rencontre avec le président

15. La nappe sise dans les grès de Nubie s'étend à cheval sous le sol libyen, l'Égypte, le Tchad et le Soudan, constituant l'une des réserves d'eau douce les plus importantes de la planète. L'Égypte s'est depuis longtemps inquiétée de ces pompages croissants car elle craint que, par un effet d'éviction, les eaux souterraines baissent sur son territoire.

16. The Oakland Institute, « Comprendre les investissements fonciers en Afrique ». Rapport Mali, 2011, pp. 32-37.

Omar Al-Bashir en janvier 2012, le président du Conseil national de transition, Mustafa Abdul Jalil, annonce que, à l'instar des États pétroliers du Golfe, la Libye veut, elle aussi, tirer parti des richesses foncières et du potentiel agricole soudanais¹⁷.

Un autre pays arabe d'Afrique du Nord, l'Algérie, qui importe près des deux tiers de ses besoins en céréales, déploie une double stratégie de projection et de réception des investissements. À la différence des pays du Golfe, c'est un pays riche de terres arables, mais les niveaux de productivité y demeurent faibles. Aussi, pour accroître la capitalisation en agriculture, le gouvernement décide-t-il, en juillet 2010, d'assouplir sa législation sur les investissements étrangers dans le foncier algérien pour permettre à des firmes privées de louer les fermes auparavant gérées par l'État¹⁸. Si l'Algérie est restée longtemps fermée à l'investissement étranger, c'est en partie à cause de son histoire coloniale. Il faudra d'ailleurs attendre près d'un an et demi pour que cette loi se traduise dans les faits¹⁹. Les instructions du Ministère de l'agriculture algérien stipulent que les terres et bâtiments des fermes pilotes demeureront la propriété de l'État. Elles seront mises à la disposition de firmes privées, nationales ou étrangères, par voie de concession²⁰. En avril 2012, les Émirats arabes unis entament des négociations avec l'État algérien portant sur la création de deux fermes pilotes destinées à la production laitière. Plus généralement, les États du Golfe demeurent timides quant à leurs investissements agricoles en Algérie. Cette prudence est liée au fait que le Ministère de l'agriculture prévoit que « la production des fermes pilotes devra participer en

priorité à la couverture des besoins du marché national ».

Cependant, à côté de cette nouvelle dynamique endogène, ce pays, riche de sa rente pétrolière, va, à la suite des pays du Golfe, se lancer dans la délocalisation de sa production mais sans que cela participe d'une véritable stratégie nationale. Ainsi, au mois de juin 2012, la société algérienne Cevital, leader national de l'industrie agroalimentaire, inaugure son internationalisation vers l'Afrique de l'Ouest²¹. La firme envisage d'investir, sur cinq ans, près de 800 millions d'euros et négocie actuellement une concession de 300 000 hectares en Côte d'Ivoire pour cultiver du riz, du sucre et, à terme, du cacao. Opérateur majeur dans le raffinage de l'huile et du sucre, la firme entretient des relations ambiguës avec le gouvernement, ce dernier tentant de limiter sa position dominante sur le marché. Il y a huit ans, le président du groupe

17. Reuters, « Libya NTC Says to Review Investments Worldwide », 8 janvier 2012.

18. En Algérie, les fermes pilotes ont été créées en 1982. Elles permettaient à l'État de disposer d'un patrimoine foncier destiné à la production des semences et des plants, et à la maîtrise et à la diffusion des techniques modernes.

19. Reuters, « L'Algérie tente d'attirer les investisseurs en terres agricoles », 21 septembre 2011.

20. République d'Algérie, Ministère de l'agriculture et du développement rural, « Conditions et modalités de la mise en œuvre de partenariats en vue de la gestion et de l'exploitation des fermes pilotes érigées en entreprises publiques économiques (SPA) », 14 mars 2011.

21. Baudelaire Mieu, « Cevital of Algeria Seeks Ivory Coast Land for Rice and Sugar », 6 juin 2012.

avait d'ailleurs refusé de soutenir la candidature d'Abdelaziz Bouteflika. Plus récemment, la politique de la firme en matière de prix des denrées alimentaires a été vivement critiquée par le gouvernement. Ce dernier accuse Cevital d'être en partie responsable des émeutes et manifestations populaires du début de l'année 2011. Un rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée populaire nationale ayant trait à la hausse des prix et rendu public en décembre 2011 met officiellement en cause la firme Cevital²².

Si ce sont des pays riches de leur rente énergétique qui ont initié cette externalisation de la production via l'implantation d'agrimpures, certains pays moins bien lotis ont, eux aussi, adopté cette stratégie, mais de façon beaucoup plus marginale. C'est le cas de la Jordanie, qui, avant la crise de 2008, a implanté une firme au Soudan pour produire à destination de l'armée du royaume hachémite. C'est également le cas de l'Égypte, très dépendante en céréales, et qui, à la veille de la révolution en 2010, avait poussé ses investissements au Soudan²³.

Quelles stratégies territoriales ?

Guidés par des choix de productions, il n'est pas étonnant que les investissements agricoles touchent des aires géographiques diverses, parfois très éloignées des pays arabes. Cependant, la sélection des pays cibles semble sous-tendue par des mobiles géopolitiques. Comme cela figure dans la base de données Land Matrix :

Les investisseurs du Golfe tendent à cibler leurs locations de terres dans des aires avec lesquelles ils partagent

des affinités culturelles et religieuses, comme l'Afrique du Nord et la Corne de l'Afrique, ainsi que des pays d'Asie à forte population musulmane, à l'instar du Pakistan et de l'Indonésie²⁴.

D'autres pays pourraient être ajoutés à cette liste, comme le Kazakhstan, la Turquie et le Mali. Ce tropisme islamique n'est guère surprenant de la part de pays, en particulier l'Arabie saoudite et le Qatar, qui n'hésitent pas à fonder une grande partie de leur légitimité diplomatique sur leur prééminence dans l'islam [Blanc 2010].

La variable religieuse – voire panislamique – s'illustre également dans un projet lancé par l'Organisation de la conférence islamique, qui, à travers son bras financier, la Foras International Investment Company, se revendique comme « la voix collective du monde musulman ». En août 2008, dans un grand battage médiatique, Foras annonçait la production de 7 millions de tonnes de riz sur 700 000 hectares de terres irriguées. Connu sous le nom « 7 × 7 », ce projet ne semblait pas avoir dépassé l'effet d'annonce. Or, des informations récentes indiquent que la société, dont le siège est à Jeddah, progresse dans cet objectif. La troisième édition du Sommet international de finance et d'entrepreneuriat islamique, qui s'est tenue en 2011 à Kazan

22. Nabila Amir, « Un coup de diversion du pouvoir », *El Watan*, 19 décembre 2011.

23. IRIN, 13 octobre 2010.

24. « Transnational Land Deals for Agriculture in the Global South ». Analytical Report Based on the Land Matrix Data Base. CIRAD, International Land Coalition, GIGA, 2012, p. 22.

(République du Tatarstan), a, quant à elle, rappelé les liens et l'intérêt des pays du Golfe pour les Républiques de la Fédération de Russie, dont l'identité musulmane et la richesse en terres cultivables sont des atouts essentiels pour les pétromonarchies²⁵.

Au-delà de cette dimension symbolique, la proximité joue aussi un rôle si l'on considère la récurrence des contrats dans la région du Nil, qui, de plus, est riche en eau et en terres. La pression des investissements dans cette zone semble tellement forte que la FAO s'en est récemment alarmée. Associant l'avantage de la proximité à l'appartenance à une aire culturelle commune, le Soudan fait figure d'eldorado – au moins dans les annonces de transactions – tant ce pays est un grenier pour le monde arabe. Déjà, sous l'occupation britannique, la Couronne avait fait de la Djéziré, située au sud de Khartoum, un grand périmètre irrigué de plus de 100 000 hectares. Bien plus tard, lors d'une conférence de la FAO organisée en 1974 à Rome, le Soudan était présenté comme l'un des trois greniers au monde tandis qu'au même moment les pays arabes producteurs de pétrole prenaient conscience de leur précarité alimentaire dans un contexte de tension avec l'Occident. Il avait alors été question d'un vaste programme d'investissements arabes dans ce pays, via le Fonds arabe de développement économique et social (FADES) créé par la Ligue arabe.

Après les deux chocs pétroliers, les surplus de pétrodollars auraient dû permettre cet essor agricole du Soudan au profit du Golfe notamment, mais les vicissitudes politiques du pays avaient anéanti pour un temps ces espoirs. Le « retour » des pays arabes au Soudan date surtout de la fin des années 2000. L'implantation

s'est faite en particulier sur les terres désertes du nord, loin des zones agricoles traditionnelles déjà plus ou moins valorisées et habitées, comme la Djéziré. La construction du grand barrage de Mérowé sur le Nil a facilité la mise en culture de cette aire septentrionale [Taleb 2009].

Le choix de cette zone moins habitée est également dicté par la nécessité de limiter les risques, la présence de firmes étrangères n'étant pas anodine, comme l'a montré l'épisode de Gambella en Éthiopie. Dans cette région située à l'extrême ouest de cet autre pays nilotique, les terres étaient considérées comme particulièrement disponibles [Lavers 2011] pour accueillir des projets d'investissement : pourtant, la firme saoudienne Saoudi Star, installée dans cette zone dans le cadre de l'initiative du roi Abdallah pour y cultiver du riz destiné aux consommateurs du Royaume [Gascon 2012], y a essuyé une révolte de paysans en avril 2010, les autochtones²⁶ étant allés jusqu'à tuer des employés de l'exploitation tenue par l'homme d'affaires Mohammed al-Amoudi. De même, après de violentes protestations, le groupe Ben Laden fut obligé de suspendre son projet de production de riz en

25. Au cours du Sommet, Foras a annoncé son intention d'acquérir 10 000 hectares de terres dans la République du Tatarstan pour des projets agricoles.

26. Appartenant à l'ethnie des Amuak établie à proximité de la rivière Alwaro, ces autochtones sont pasteurs, pêcheurs et agriculteurs. Quand le débit de l'Alwaro augmente, ils s'éloignent de ses bordures où ils reviendront faire de l'agriculture de décrue après le retour du fleuve dans son lit. Il semble que la firme Saudi Star ait affecté le régime de cette rivière, d'où la colère des résidents.

Indonésie Ces épisodes n'ont rien d'exceptionnel : quelles que soient les aires géographiques ou les époques, le fait de toucher à la terre n'est pas neutre dans la mesure où les espaces sont rarement dépourvus d'empreintes humaines²⁷.

Autre risque qui pèse sur les investissements : voir l'accord être dénoncé en cas de changement politique.

C'est ce qui est arrivé à la firme Kadco en Égypte, après le départ d'Hosni Moubarak, le 11 février 2011. Détenue par le prince libano-saoudien Al-Walid ben Talal, cette firme s'était implantée en Égypte bien avant l'accélération des investissements agricoles en 2008. Dix ans plus tôt, en effet, elle avait acquis en location 100 000 feddans (42 000 hectares), dans le cadre d'un grand projet de désengorgement de la vallée du Nil passant par l'établissement d'une nouvelle vallée dans le désert à partir d'un canal où abondent les eaux du lac d'Assouan. Une station de pompage du nom d'Hosni Moubarak avait été inaugurée en 2003, mais la valorisation des terres de la région de Toshka a tardé : malgré la présence de grands pivots d'irrigation, au tournant de 2010, seuls 1 000 feddans avaient été mis en culture par la société saoudienne pour offrir des produits de contre-saison en Europe. Très vite après la révolution, les nouvelles autorités sont venues dénoncer les conditions d'attribution des terres dix ans plus tôt : en juin 2011, l'État égyptien s'est vu rétrocéder 75 000 feddans par la compagnie saoudienne²⁸.

La même mésaventure est arrivée à l'entreprise Al Dahra, firme d'Abu Dhabi, dont les transactions avec l'État égyptien ont été déclarées illégales en février 2011. Ces transactions

portaient aussi sur la région de Toshka, la surface concédée étant identique à celle de Kadco (100 000 feddans), mais l'accord avait été conclu bien après celui qui concernait la firme saoudienne (2008).

Le facteur « risque » est ainsi déterminant dans le choix des pays cibles, ce qui peut expliquer que l'on jette parfois son dévolu sur des pays lointains qui peuvent apparaître plus sécurisés²⁹. Par-delà le doute sécuritaire, la stratégie de « projection agricole » est source de débats dans les pays émetteurs. En Arabie saoudite, par exemple, certains responsables se sont révélés être de véritables contempteurs de ce type de stratégie. Ainsi du négociateur de l'entrée du royaume saoudien à l'OMC,

27. L'instabilité et les risques dans le bassin nilotique ont incité le secrétaire général adjoint de la Ligue arabe en charge des affaires économiques, Mohammed al-Twaijri, à annoncer le fait que les investissements devront désormais se porter ailleurs que dans cette région, et notamment dans les républiques islamiques d'Asie centrale. C'était dans le cadre du second forum des entreprises agroalimentaires organisé à Dubaï en mai 2012. Voir Caline Malek, « Arab States Must Invest in Central Asian Farmland », *The National*, 8 mai 2012.

28. Dans le *Daily News Egypt* du 8 juin 2011, le directeur exécutif de Kadco, Ahmed Halwani, revenait sur le coût de la mise en valeur de ces terres, atteignant 50 000 LE (environ 5 630 €) pour 1 feddan, ce qui lui paraissait très lourd, en tout cas trop lourd pour une société dont la maison mère, Saudi Prince al-Walid Kingdom Holding Company, avait beaucoup souffert de la crise financière de 2008.

29. L'Université Georgetown au Qatar a effectué une étude sur les possibilités d'implantation de firmes des pays du CCG sur le sol cambodgien. Voir « GCC States' Land Investments Abroad. The Case of Cambodia », Center for International and Regional Studies, 2012.

Fawaz al-Alamy, qui s'est montré particulièrement sceptique :

J'aimerais voir la réussite de ces projets, mais je n'y crois pas. Les marges de profit sont déjà faibles dans la production alimentaire. Je préférerais donc des accords avec des pays crédibles, comme la Nouvelle-Zélande et le Canada, qui produisent sans notre aide³⁰.

Et ce responsable saoudien d'évoquer l'absence de risques dans ces pays.

De son côté, Turki Faisal al-Rasheed, président du conglomerat alimentaire Golden Grass, a dénoncé les risques que ferait courir l'abandon l'agriculture dans le pays : dans une économie pétrolière fortement capitaliste, des emplois doivent être maintenus ou créés dans d'autres secteurs que dans l'extraction des richesses du sous-sol, et l'agriculture, à ce titre, constitue un débouché naturel et un facteur d'équilibre territorial³¹. Du coup, d'autres solutions sont préconisées, voire mises en pratique : les Émirats arabes unis ont eux-mêmes créé un « trader » supposé rivaliser avec les géants du grain tels Cargill, Dreyfus et Bunge ; des infrastructures de stockage vont être développées par le CCG, notamment au niveau régional³².

Conclusion

Depuis les années 1980, la plupart des pays arabes ont donc vu leur stratégie agricole évoluer. La firme s'est progressivement imposée comme figure majeure recouvrant des réalités très différentes, allant de l'entrepreneur-investisseur en agriculture à la société hautement capitaliste. Dans les « pays verts », où les terres arables sont déjà très utilisées,

l'entrepreneur-investisseur semble prévaloir sur les grandes firmes, beaucoup plus consommatrices d'espace. Dès lors, celles-ci ne peuvent s'implanter que dans des espaces vierges, comme les nouvelles terres d'Égypte. Dans les « pays jaunes », *a contrario*, les grandes firmes usent de leur capacité financière soit pour exploiter *in situ* dans un environnement aride, soit, de plus en plus, pour se projeter sur des territoires étrangers, y compris lointains.

Entre ces deux types de firmes qui prévalent dans l'un ou l'autre de ces types de pays (« verts » et « jaunes »), les objectifs divergent. Si les entrepreneurs-investisseurs se sont épanouis dans les « pays verts » grâce à un contexte de libéralisation valorisant les avantages comparatifs, la principale préoccupation des grandes firmes du Golfe aura été la sécurisation alimentaire.

Comme le souligne cet article, cette stratégie de firme capitaliste est plus ou moins encadrée par l'État eu égard aux deux impératifs que représentent la sécurisation des approvisionnements et les économies d'eau. À ce sujet, il est évident que ledit *landgrabbing* des pays de la région procède avant tout de cette pauvreté hydrique. Parmi les pays qui se sont lancés dans les transactions internationales de terres, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Qatar détiennent en effet les indices

30. Thomas W. Lippman, « Saudi Arabia's Quest for Food Security », *Middle East Policy* XVII (1), 2010.

31. Idem.

32. Nadim Kawach, « GCC States Look Abroad to Meet Food Needs », *Emirates Business*, 3 mars 2010.

de rareté de l'eau les plus élevés au monde (respectivement 20,32 ; 9,45 ; 4,55)³³.

Entre les « pays verts » et les « pays jaunes », la complémentarité n'est plus de mise, si tant est qu'elle le fût un jour. Les firmes d'une péninsule arabe ou d'une Libye en mal de terres (et d'eau surtout) auront du mal à trouver un terrain idéal dans d'autres aires du monde arabe, où l'explosion démographique, qui touche aussi les campagnes, réduit les possibilités foncières. Seul le Soudan offre de réelles opportunités, mais son instabilité politique demeure contraignante. Cet exemple montre combien la stratégie de sécurisation alimentaire par la projection de firme est problématique au point de pousser certains décideurs à poser la question même de sa pertinence.

Il sera intéressant de suivre de près le devenir de ces grandes firmes dans un contexte où les prix agricoles semblent appelés à rester à un niveau élevé. Dans les « pays verts », où les investisseurs en agriculture ont été privilégiés par les récentes mesures (réformes foncières, libéralisation interne et externe) et par les liens qu'ils savaient entretenir avec les représentants du pouvoir [Arrighi de Casanova et Courcier 2002 ; Abdelhakim 2009 ; Blanc 2012], il sera également intéressant de voir si la transition politique en cours confirmera la dérive des agricultures entre des formes de subsistance et des formes managériales.

33. Land Matrix, rapport déjà cité, p. 33.

Bibliographie

Abdelhakim, Tahani — 2009, « Regards sur des expériences en Algérie et en Égypte », in S. Abis, P. Blanc., F. Lerin et M. Mezouaghi eds., *Perspectives des politiques agricoles en Afrique du Nord*. Paris, CIHEAM, « Études et recherches » 64 : 143-174.

Akesbi, Najib — 2012, « Une nouvelle stratégie pour l'agriculture marocaine : le Plan Maroc Vert », *New Medit* 11 (2) : 12-23.

Arrighi de Casanova, Alice et Rémy Courcier — 2002, « Quelles perspectives pour l'agriculture jordanienne ? », in P. Blanc ed., *Du Maghreb au Proche-Orient : les défis de l'agriculture*. Paris, L'Harmattan : 215-237.

Ayeb, Habib — 2008, *La crise de la société rurale en Égypte*. Paris, Karthala.

Bessaoud, Omar — 2002, « L'agriculture algérienne : des révolutions agraires aux réformes libérales (1963-2002) », in P. Blanc ed., *Du Maghreb au Proche-Orient : les défis de l'agriculture*. Paris, L'Harmattan : 73-99.

Blanc, Pierre — 2010, « Pays du Golfe en Méditerranée : les registres de l'influence », in S. Abis ed., *La Méditerranée sans l'Europe (Confluences Méditerranée 74)* : 83-96. — 2012, *Proche-Orient : le pouvoir, la terre et l'eau*. Paris, Presses de Sciences Po.

Bourdieu, Pierre et Abdelmalek Sayad — 1964, *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*. Paris, Éditions de Minuit.

Brondeau, Florence — 2010, « Les investisseurs étrangers à l'assaut des terres agricoles africaines », *EchoGéo* 14. Consultable en ligne.

Camau, Michel — 2006, « L'exception autoritaire ou l'improbable point d'Archimède de la politique dans le monde arabe », in E. Picard ed., *La politique dans le monde arabe*. Paris, Armand Colin : 29-54.

Carroué, Laurent — 1996, *L'Afrique du Nord et le Proche-Orient*. Paris, Nathan Université.

Courbage, Youssef et Emmanuel Todd — 2007, *Le rendez-vous des civilisations*. Paris, Le Seuil, « La République des idées ».

Elhadj, Elie — 2005, *Experiments in Achieving Water and Food Self-Sufficiency in the Water Scarce Middle East*. Londres, The University of London School of Oriental and African Studies.

Gascon, Alain — 2012, « À l'Ouest, du nouveau. La ruée vers les terres "vierges" périphériques en Éthiopie », in F. Bart ed., *Terres et tensions en Afrique (Bulletin de l'Association de géographes français 89-3)* : 464-473.

Hervieu, Bertrand et François Purseigle — 2011, « Des agricultures avec des agriculteurs : une nécessité pour l'Europe », *Projet* 321 : 60-69.

Jouve, Anne-Marie — 2006, « Les trois temps de l'eau au Maroc : l'eau du ciel, l'eau d'État, l'eau

privée », in P. Blanc ed., *Eau et pouvoirs en Méditerranée (Confluences Méditerranée 58)* : 51-61.

Lavergne, Marc — 2003, « Golfe arabo-persique : un système migratoire de plus en plus tourné vers l'Asie », *Revue européenne des migrations internationales* 19 (3) : 229-241.

Lavers, Tom — 2011, « The Role of Foreign Investment in Ethiopia's Smallholder-Focused Agricultural Development Strategy ». Communication présentée lors de la conférence « Global Land Grabbing » (6-8 avril, Sussex).

Mendras, Henri — 1995, *Les sociétés paysannes*. Paris, Folio, « Histoire ».

Taleb, Issam — 2009, « Les enjeux géopolitiques des délocalisations agricoles au Soudan ». Mémoire de Master, Institut français de géopolitique, Université Paris 8.

Wolf, Eric R. — 1971, *Peasant Wars of the Twentieth Century*. Londres, Faber & Faber.

Zurayk, Rami — 2011, *Food, Farming and Freedom. Sowing the Arab Spring*. Charlottesville, Just World Books.

Résumé

Pierre Blanc et Matthieu Brun, *Un regard géopolitique sur l'agriculture de firme dans le monde arabe*

En proie à des bouleversements politiques majeurs, le monde arabe demeure soumis à la dictature d'un milieu aride, qui se double d'une transition démographique particulièrement intense. Cette relative homogénéité masque des différences dans le choix des politiques agricoles, les pays à économie de rente fondée sur l'exploitation des hydrocarbures (« pays jaunes ») se distinguant nettement des pays tournés vers la production agricole (« pays verts »). Quoique contredite par l'Arabie saoudite, cette dichotomie éclaire assez bien les différences d'option en matière de sécurisation alimentaire : les pays verts ont cherché à réduire leur dépendance par la production intérieure quand les pays jaunes privilégiaient l'accès aux marchés internationaux. Cependant, avec le temps, les premiers promouvaient une agriculture d'investisseurs plus enclins à exporter qu'à résoudre l'équation

Abstract

Pierre Blanc and Matthieu Brun, *A Geopolitical Perspective on Agribusiness in the Arab World*

In addition to the recent political unrest, the Arab world continues to be governed by the constraints of an arid environment which, combined with the effects of a rapid demographic transition, have had a dramatic impact on many countries throughout the region. The apparent homogeneity of the region masks significant differences in terms of agricultural policy. In particular, there is a clear distinction between countries with a rentier economy based on the development and exploitation of hydrocarbon resources ("yellow countries") and countries with a predominantly agricultural economy ("green countries"). With the exception of Saudi Arabia, this distinction suggests different options in terms of food security. Green countries have tried to reduce their dependence on imports by developing domestic production. By contrast, yellow countries have tended to focus

alimentaire nationale tandis que les seconds se projetaient dans le monde via des investissements de firme, dans des aires choisies selon des critères culturels et géographiques. Aussi, si les pays verts sont les récepteurs d'une agriculture de firme, les pays jaunes en sont plutôt les émetteurs : dans les deux cas, les conséquences sociales et géopolitiques ne sont pas neutres.

Mots clés

pays arabes, aridité, « États verts », « États jaunes », sécurité alimentaire, agribusines

on access to international markets. However, over time, green countries have tended to promote an agricultural system that encourages investors to export their produce rather than ensure national food security, while yellow countries have entered the global market through investments in areas selected on the basis of cultural and geographical criteria. In short, whereas green countries have become passive recipients of agribusiness, yellow countries have become actively involved in promoting the development of agricultural firms. In both cases, there are major social and geopolitical implications.

Keywords

Arab countries, aridity, "green countries", "yellow countries", food security, agribusiness